

Algérie: Un essor de la Bourse d'Alger attendu au 1er semestre 2016 (SGVB)

La capitalisation de la Bourse d'Alger, modeste actuellement, devrait connaître un essor durant le premier semestre en cours grâce à l'introduction boursière de deux entreprises, selon le directeur général de la Société de gestion de la Bourse des valeurs (SGBV), M. Yazid Benmouhoub.

La capitalisation boursière devrait passer de 15 milliards DA actuellement à plus de 100 milliards DA (près d'un milliard de dollars) avant la fin juin 2016 à la faveur de l'introduction du laboratoire pharmaceutique privé Biopharm en avril et de la cimenterie publique d'Aïn Kbira de Sétif (filiale du groupe de cimenterie GICA) en mai, a-t-il précisé au forum d'El Moudjahid.

Deux autres entreprises publiques pourraient faire leur entrée en bourse au cours du 2ème semestre de l'année, a-t-il fait savoir. En 2013, le Conseil des participations de l'Etat (CPE) avait donné son aval à huit (8) entreprises publiques pour l'ouverture ou l'augmentation de leur capital social à travers la Bourse.

Il s'agit de trois cimenteries publiques relevant du groupe GICA dont celle d'Aïn Kbira, du Crédit populaire d'Algérie (CPA), de la compagnie d'assurance Caar, de Cosider Carrières (filiale du groupe public Cosider), de l'entreprise Hydro-aménagement et de l'opérateur historique de téléphonie mobile Mobilis, rappelle-t-on. Dès l'entrée des sept entreprises publiques qui restent, dont deux probablement au cours du 2ème semestre de l'année, la capitalisation de la Bourse d'Alger pourra atteindre l'équivalent de 10 milliards de dollars, a-t-il prédit.

"Ce niveau de capitalisation est notre objectif pour les cinq années à venir, mais je pense que nous allons l'atteindre d'ici à trois ans", selon son pronostic. Interrogé par la presse sur les raisons du retard de l'introduction en Bourse de ces entreprises publiques malgré l'aval du gouvernement donné en 2013, M. Benmouhoub a considéré qu'il ne s'agissait pas de retard mais que les études d'évaluation des entreprises en question ont nécessité beaucoup de temps. Une fois ces évaluations finalisées, les entreprises concernées déposeront leur dossier à la Cosob qui donne généralement son visa dans un délai moyen d'un mois. Evoquant, par ailleurs, le montant cumulé des obligations du Trésor cotées actuellement en Bourse, dénommées les Obligations assimilées du Trésor (OAT), il a indiqué qu'il s'élève à plus de 400 milliards DA. Ces OAT représentent la dette interne à long terme (de 7 à 15 ans) du Trésor public, contractée auprès des différentes sociétés via la Bourse.

Revenant sur le parcours de la Bourse d'Alger, qui ne compte aujourd'hui que quatre titres cotés (El Aurassi, Sidal, Alliance Assurance et NCA Rouiba) après une vingtaine d'années de son entrée en activité (1997), le même responsable a estimé que le caractère familial qui prédomine les entreprises privées algériennes, ainsi que transparence exigée pour l'accès à la bourse et la facilité d'accès aux crédits bancaires ont défavorisé l'émergence d'une bourse algérienne réellement active à l'instar des autres bourses arabes.

Mais avec la chute des prix du pétrole qui a amené les autorités publiques à opter pour des solutions alternatives qui contribuent dans le financement des investissements publics, le marché boursier "sera au centre du financement de l'économie nationale", a avancé M. Benmouhoub.

APS